

49013

Distr.  
LIMITEE

ECA/MULPOC/LUSAKA/PTA/TC/I/4  
5 octobre 1982

FRANCAIS  
Original : ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Réunion du Comité technique de coopération  
industrielle de la Zone d'échanges préférentiels  
pour les Etats de l'Afrique de l'Est et  
de l'Afrique australe

Lusaka (Zambie)  
25-29 octobre 1982

PROJET DE MANDAT DU COMITE DE COOPERATION INDUSTRIELLE

1. Le Comité de coopération industrielle (ci-après dénommé "le Comité") désigne le Comité de coopération industrielle créé en vertu de l'Article 11 du Traité portant création de la Zone d'échanges préférentiels pour les Etats de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe (ci-après dénommé "le Traité").
2. Le Comité se compose de représentants désignés à cet effet par les Etats membres de la Zone d'échanges préférentiels pour les Etats de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe (ci-après dénommés "les Etats membres").
3. Le Comité a pour tâche d'aider les Etats membres à encourager le développement et la coopération dans le domaine industriel au sein de la Zone d'échanges préférentiels pour les Etats de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe (ci-après dénommée "la Zone d'échanges préférentiels"), conformément aux dispositions du Protocole sur la coopération dans le domaine du développement industriel, joint en annexe VIII au Traité, et ce, en favorisant :
  - a) L'autonomie collective dans le domaine de l'industrie;
  - b) Le développement industriel multinational et complémentaire;
  - c) L'expansion des échanges de produits industriels;
  - d) La mise en place des moyens de formation professionnelle correspondants dans les limites de la Zone d'échanges préférentiels.
4. Dans l'exercice des fonctions définies au paragraphe 3 du présent Mandat, le Comité doit notamment :
  - a) Encourager la création ou le renforcement, selon le cas, des institutions nationales de promotion du développement industriel des Etats membres;
  - b) Favoriser la coopération entre lui et les institutions nationales de développement industriel;
  - c) Entreprendre les activités, notamment les études, les négociations et les consultations visant à faire atteindre les objectifs du Protocole sur la coopération dans le domaine du développement industriel;
  - d) Faire des propositions relatives à la création et au rôle du Centre de promotion du développement industriel en vertu de l'Article 5 du Protocole sur la coopération dans le domaine du développement industriel.

5. Le Comité a également pour tâche d'aider les Etats membres à élaborer, conformément aux dispositions du Protocole sur la normalisation et le contrôle de la qualité des produits, joint en annexe XI au Traité, une politique commune de normalisation et de contrôle de la qualité des produits originaires des Etats membres et à entreprendre toutes activités de normalisation propres à promouvoir les échanges dans la Zone d'échanges préférentiels.

6. Dans l'exercice des fonctions définies au paragraphe 5 du présent Mandat, le Comité doit notamment :

- a) Etudier toutes les questions relatives à la normalisation et au contrôle de la qualité des produits au sein de la Zone d'échanges préférentiels;
- b) Travailler en étroite collaboration avec les institutions nationales des Etats membres chargées de la normalisation et du contrôle de la qualité des produits;
- c) Présenter des recommandations au Conseil quant à la mise en application des dispositions des articles 3, 4, 5 et 6 du Protocole sur la normalisation et le contrôle de la qualité des produits, relatifs à la coopération en matière de normalisation et de contrôle de la qualité; à la coopération en matière de formation dans le domaine de la normalisation et du contrôle de la qualité; aux procédures, à la certification, au contrôle et à l'uniformisation des méthodes d'appréciation dans le domaine de la normalisation et du contrôle de la qualité; et, enfin, au marquage des produits.

7. Le Comité doit également :

- a) Faire appliquer tous règlements adoptés par le Conseil des ministres de la Zone d'échanges préférentiels conformément aux dispositions du Protocole sur la coopération dans le domaine du développement industriel et à celles du Protocole sur la normalisation et le contrôle de la qualité des produits;
- b) Donner suite à toutes directives que le Conseil des ministres de la Zone d'échanges préférentiels lui donne de temps à autre;

- c) Exercer toutes autres fonctions nécessaires à l'application effective des dispositions des Articles 24 et 27 du Traité et des Protocoles visés à l'alinéa a) du présent paragraphe.

8. Le Comité présente de temps à autre des rapports et des recommandations à la Commission intergouvernementale d'experts de la Zone d'échanges préférentiels, soit de sa propre initiative, soit à la demande de la Commission ou du Conseil des ministres de la Zone d'échanges préférentiels, à propos de l'exécution des dispositions du Traité et des Protocoles.

9. Le présent Mandat doit être lu dans le contexte du Traité et des Protocoles. Les dispositions du présent Mandat, d'une part, et les dispositions du Traité et des Protocoles, d'autre part, s'appliquent sans préjudice les unes des autres; toutefois, en cas de contradiction absolue, les dispositions du Traité et celles des Protocoles prévaudront.